

# Inter Pares

## Faits saillants 2009

En 2009, Inter Pares a apporté plus de six millions de dollars sous forme d'aide financière et d'assistance politique et logistique à l'action de ses homologues en Asie, en Afrique, en Amérique latine et au Canada. Voici une brève rétrospective d'une partie de ces activités. Pour en savoir plus, il suffit de visiter le site web d'Inter Pares au [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca).



GCRT

Des femmes soudanaises manifestent pour leurs droits politiques.

- 2009 a été une année difficile pour la société civile du Soudan. En effet, après que le Président soudanais a été inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale, de nombreuses ONG internationales ont été expulsées du pays comme forme de représailles. En dépit du climat politique sensible, le **Gender Centre for Research and Training (GCRT)**, basé à Khartoum, a poursuivi sa lutte pour la promotion des droits de la femme et du changement social au Soudan. Le GCRT a mis en œuvre un plan d'action qui remet en question l'intégrisme religieux et le régime militaire tout en appelant à la

## Afrique

paix et à l'égalité des sexes. En 2009, le GCRT a rassemblé des féministes, des universitaires, des juristes, des chercheuses et des militantes du domaine des droits de la personne dans le cadre d'un événement qui consacrait l'aboutissement d'années de recherche, de réflexion et d'action pour débattre de questions relevant de la sexospécificité, de l'islam et des droits de la femme. Les participantes ont examiné l'impact négatif du discours et des pratiques des intégristes religieux sur la vie des Soudanaises et discuté de la nécessité de rechercher un discours musulman de rechange. Grâce à une telle initiative, le GCRT montre qu'il a le courage de soulever publiquement des questions polémiques pour ouvrir un espace de changement dans un climat politique de plus en plus hostile, voire, dangereux.

- **ACORD, Agence pour la coopération et la recherche en développement**, une organisation panafricaine qui revendique

le respect de la justice et des droits en Afrique, bénéficie d'une reconnaissance croissante grâce à son action pionnière en matière de prévention des conflits et de défense des droits des femmes. En 2009, son programme « The Hidden War Crimes: Challenging the Impunity on Sexual and Gender-Based Violence in Countries of the International Conference of the Great Lakes Region » a obtenu une subvention de 2 millions d'euros qui lui a été accordé par un fonds spécial du gouvernement des Pays-Bas. Le but de l'initiative est de combattre la violence faite aux femmes, en particulier dans les situations de conflit. Le programme couvre les activités d'ACORD au Kenya, en Ouganda, au Burundi, en République démocratique du Congo et en Tanzanie; il contribuera à la mise en œuvre des mécanismes de lutte contre l'impunité, d'accès à la justice pour les survivantes de violences sexuelles ou sexistes, de promotion des droits des femmes et de leur autonomie.



PROJECT COUNSELLING SERVICES

La troupe de théâtre Yuyachkani présentant une oeuvre sur les agressions sexuelles contre les femmes au Pérou.

- Après plus de cinq ans durant lesquels les homologues d'Inter Pares, **Demus** et **IDL**, ont réuni la documentation pertinente, le procès des militaires accusés de s'être systématiquement servis de la violence sexuelle comme arme de guerre dans la région de Huancavelica a enfin débuté en avril 2009, au Pérou. L'affaire dite « Manta » permettra peut-être de rendre justice aux survivantes. C'est, en tout cas, la première fois que les normes du droit international définissant le recours à la violence sexuelle dans les conflits armés comme un crime contre l'humanité constituent le fondement d'un procès au Pérou. Il est désormais possible à d'autres survivantes d'autres régions du pays où la violence sexuelle a servi à terroriser la population d'entamer des poursuites pour que justice soit rendue.

## Amérique latine

- Des représentants d'organisations de la société civile et des pouvoirs publics de Colombie, du Guatemala et du Pérou se sont rencontrés en juillet 2009 pour discuter des moyens permettant de prévenir et d'éliminer les violences contre les femmes dans les situations de conflits armés et de les dédommager au cas où elles en seraient victimes. Ce dialogue sur les politiques publiques a couronné des années d'efforts menés par les homologues d'Inter Pares pour rompre l'isolement dans lequel se trouvaient les survivantes et pour porter le débat sur la place publique. Dans cette partie du monde où la problématique de la violence sexuelle est absente des processus de vérité et de réconciliation et des programmes de la plupart des organisations de défense des droits de la personne sans parler de ceux des pouvoirs publics, une tranche importante de la société s'est finalement réunie pour discuter globalement des politiques publiques susceptibles d'apporter des changements institutionnels durables en faveur des femmes de la région. Un tel dialogue était tout bonnement inconcevable il y a cinq ans.

- **Tutela Legal**, le bureau de défense des droits de la personne de l'archidiocèse de San Salvador, s'intéresse aux séquelles d'une guerre civile de douze ans qui a ravagé le Salvador. Tutela Legal encourage les efforts visant à récupérer la mémoire historique du conflit armé et lance des activités de plaidoyer et de sensibilisation publique afin que justice soit rendue aux victimes des crimes contre l'humanité et que des dédommagements leur soient versés. Parallèlement, Tutela Legal œuvre auprès de communautés touchées par les violents massacres perpétrés au cours de la guerre civile; cela comprend, entre autres, l'ouverture légale de fosses communes. En collaboration avec d'autres organisations de défense des droits de la personne et des experts en anthropologie légale, on a procédé cet été à la mise au jour d'un charnier dans la communauté de San Gregorio; cette étape cruciale a permis de porter l'affaire devant les tribunaux. Les restes des victimes ont été officiellement rendus à leurs familles en novembre 2009, une démarche importante pour permettre aux personnes affectées par la guerre de faire leur deuil et d'obtenir justice.



KAREN HUMAN RIGHTS ORGANIZATION

Des femmes séparent le riz de la paillette, district de Thaton, Thaïlande.

## Asie

sont en voie de disparition. Le **Réseau PAN (Pesticide Action Network) pour l'Asie-Pacifique** a créé, avec des organisations paysannes et des ONG de dix-huit pays, un mouvement panasiatique dont la mission consiste à protéger les moyens de subsistance des petits exploitants rizicoles et à promouvoir la conservation des variétés de riz traditionnelles. Par les manifestations culturelles et pédagogiques ainsi que la recherche et les activités de plaidoyer, le Réseau PAN-AP et ses membres ont insisté sur la nécessité de défendre les pratiques rizicoles et les variétés traditionnelles à l'échelle nationale et régionale. Ainsi PAN-AP a coordonné des campagnes contre l'introduction de variétés génétiquement modifiées; il a aussi obtenu le soutien de la Corée, du Népal et des états indiens du Kerala et du Bengale Occidental pour un moratoire sur l'introduction du riz génétiquement modifié.

- Aux Philippines, dans la province de Mindanao, **TRICOM** a permis à quatre groupes autochtones de faire valoir leurs droits et d'accéder à la propriété de leurs terres ancestrales. Au bout de près de dix ans de revendications auprès de pouvoirs publics hésitants, les quatre groupes, représentant plus de 3 250 familles, se sont enfin assurés cette année la propriété collective de leurs terres. Les régimes durables d'agriculture et de gestion des ressources sylvestres conçus par ces groupes autochtones peuvent désormais être exercés sans crainte d'expropriation; c'est un pas important vers la sécurité alimentaire et le développement économique.
- En Asie, les pratiques et savoirs traditionnels en matière de riziculture

- Les équipes médicales mobiles (**Back Pack Health Worker Team**) ont continué de dispenser des soins de santé de base aux populations réfugiées dans les zones

éloignées de la Birmanie où les services publics de soins de santé sont inexistantes et où les organisations internationales n'ont pas accès. Cette année, le nombre d'équipes médicales a augmenté, et elles ont traité 43 905 cas dans la première moitié de 2009. Elles ont aussi inculqué des connaissances en matière de santé à plus de 18 000 élèves, livré des fournitures de base à près de 600 accoucheuses traditionnelles et plus de 2 300 trousseaux de santé à de jeunes mères. Elles ont administré un traitement à base de vitamine A à plus de 45 000 enfants et des traitements vermifuges à près de 37 000 autres. En juin, au cours de l'offensive militaire dans l'est de la Birmanie à la suite de laquelle 4 000 réfugiés karen ont fui vers la Thaïlande, les équipes médicales mobiles ont mis sur pied une équipe spéciale chargée d'apporter des soins de santé d'urgence aux communautés déplacées. Elles ont aussi poursuivi leur effort de formation puisque 5 000 personnes ont assisté aux séances d'éducation en santé communautaire durant la première moitié de l'année.



JEAN SYWIES

Mineur artisanal, Colombie.

## Canada

des droits de la personne résultant du conflit colombien. « Terres et conflit » montre qu'il serait approprié de réaliser des évaluations d'impact sur les droits de la personne pour les projets miniers actuels et futurs dans les zones de conflit. Le texte intégral du rapport est affiché sur le site web d'Inter Pares ([www.interpares.ca/fr/publications/pdf/Terres\\_et\\_conflit.pdf](http://www.interpares.ca/fr/publications/pdf/Terres_et_conflit.pdf)).

- Les investissements directs du Canada en Colombie se sont accrus de manière régulière depuis les années quatre-vingt-dix, en particulier dans les secteurs de l'extraction minière et des combustibles fossiles et des télécommunications. Les zones riches en pétrole et en minerais où se trouvent les entreprises canadiennes étaient et sont toujours en proie à la violence et aux activités paramilitaires qui font fuir les populations. En collaboration avec l'organisation colombienne **CENSAT-Agua Viva** et **Mines Alerte Canada**, Inter Pares a publié les résultats d'une étude sur le rôle des entreprises canadiennes en Colombie. Dans ce rapport intitulé « Terres et conflit », les témoignages recueillis indiquent que les entreprises bénéficieraient indirectement des violations des droits de la personne et/ou que celles-ci profiteraient à ceux qui en seraient responsables. Les investissements croissants dans le secteur minier auraient pour effet de maintenir voire d'étendre le champ des violations sérieuses

- « Le feu du changement », tel est le titre du film vidéo co-produit en 2009 par Inter Pares et **Project Counselling Service (PCS)**. Dans le cadre du suivi de notre action au Pérou, nous avons choisi de raconter l'histoire inspirante de cinq femmes touchées par le conflit armé. Les partisans et les partisanes d'Inter Pares dans tout le Canada ont eu l'occasion de voir ce film chez eux et dans leur communauté. Il a aussi été projeté dans le cadre du festival du film One World à Ottawa; près de 200 personnes ont pu assister à cet événement. Avec la participation de Diana Avila, une collègue de longue date, qui apparaît aussi dans le film, le personnel d'Inter Pares a pris part à une discussion animée avec les membres du public sur les problématiques de la violence politique contre les femmes dans les situations de conflits armés et sur leur quête de paix et de justice.

- Tout au long de l'année écoulée, des homologues du Bangladesh, de Guinée-Bissau, du Pérou, de Malaisie et de Birmanie sont venus au Canada pour faire part de leur point de vue et de leur analyse au public et aux décideurs canadiens. Ainsi, en septembre dernier, les membres du mouvement démocratique de la Birmanie, dont des militants de l'action humanitaire et des droits de la personne tels que Dr Cynthia Maung de la **Clinique Mae Tao**, comptaient parmi les membres d'une délégation invitée à témoigner devant les comités de la Chambre et du Sénat sur l'importance du rôle du Canada dans la promotion de la démocratie en Birmanie et de la nécessité de soutenir les personnes qui ont fui le régime birman. Au cours de son séjour en Colombie-Britannique, la ville de Vancouver a proclamé le 22 septembre 2009 « Journée du Dr Cynthia Maung » en hommage à son action dans le domaine de la santé.

Le travail d'Inter Pares est possible grâce à l'appui de milliers de partisanes et de partisans d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui nous sont accordés.

Inter Pares, 221, av. Laurier Est, Ottawa (Ontario), Canada K1N 6P1  
Tél. (1-613) 563-4801 ou (1-866) 563-4801 (sans frais) Téléc. (1-613) 594-4704 [www.interpares.ca](http://www.interpares.ca)